

# *Une politique de droite, libérale et conservatrice...*



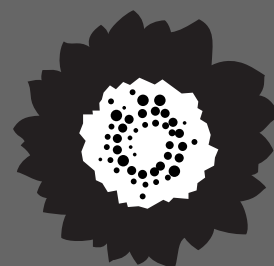
## **LA POLITIQUE DE REMISE EN CAUSE SYSTÉMATIQUE DES DROITS SOCIAUX MENÉE DEPUIS TROIS ANS ACCENTUE DANGEREUSEMENT LE DÉSÉQUILIBRE SOCIAL DE NOTRE PAYS**

Le gouvernement mène une politique de remise en cause systématique des droits sociaux appliquant avec zèle les exigences du MEDEF. Retraites, droits des salariés, sécurité sociale, temps de travail, indemnité chômage, minima sociaux, contrat nouvelle embauche... l'énumération est longue. Dans tous ces domaines, exclus, chômeurs et salariés subissent un recul de leurs droits, de la protection sociale et les contrôles se multiplient... Les quelques mesures prises (prime chauffage, nouveaux contrats aidés, etc.) ne compensent en rien une politique qui accentue la précarité et qui dénonce les chômeurs et précaires comme responsables de leur situation. Parallèlement, l'inspection du travail affectée au contrôle des entreprises voit ses moyens amputés.

Devant cette politique à sens unique,  
**les Verts** soutiennent la journée  
revendicative du 4 octobre 2005  
à l'initiative de l'ensemble  
des syndicats.

**À Paris,  
mardi 4 octobre,  
départ  
de la manifestation  
à 14 h 30  
de la place  
de la République  
pour aller à la place  
de la Nation.**

**Pour les Verts,  
rassemblement  
statique dès 13 h  
à l'angle  
des boulevards  
Beaumarchais  
et Richard Lenoir  
(métro Bastille)  
avec banderoles,  
ballons, tracts...**





# Satisfaire le superflu pour quelques-uns ou donner l'indispensable à tous ?

Prénom .....

Nom .....

Numéro, rue .....

.....

Code postal .....

Commune .....

.....

Téléphone .....

Courriel .....

.....

Profession .....

.....

Je souhaite être tenu informé des campagnes et actions des Verts.

Je souhaite recevoir deux numéros gratuits de **Vert**, le mensuel des Verts.

Je rejoins les Verts (ne pas envoyer d'argent, vous recevrez sous peu un courrier).

Coupon à renvoyer à :

## Les Verts

Secrétariat national  
247 rue

du Faubourg-Saint-Martin  
75010 Paris

Téléphone

01 53 19 53 19

Télécopie

01 53 19 03 93

Courriel

lesverts@lesverts.fr

Site internet

<http://www.lesverts.fr>

### • CHÔMAGE : LES CHIFFRES QUI CACHENT LA VÉRITÉ

Le recul annoncé en fanfare du chômage après cent jours de gouvernement Villepin masque une toute autre réalité : le nombre de personnes au RMI s'est accru de 4,4 % en un an et le nombre de chômeurs radiés a très nettement augmenté.

### • CHÔMAGE TOUJOURS : VEXATIONS, CULPABILISATION... LA CHASSE CONTINUE

Incapable de lutter contre le chômage, le gouvernement lutte contre les chômeurs : contrôles renforcés, obligation de se soumettre à toute offre d'emploi indépendamment de sa qualification et du salaire offert, sous peine de perdre ses indemnités.

Les chômeurs sont accusés de ne pas rechercher de travail, voire de frauder. Or une étude de la CNAF ne trouve que 0,00014 % de fraude pour les allocataires de minima sociaux. Cette stigmatisation scandaleuse vise à discréditer les politiques de protection sociale et de solidarité, à diviser le monde du travail pour mieux le contrôler. La politique de soupçon généralisée organise le repli sur soi pour casser les solidarités.

### • LES REVENUS MOYENS ET MODESTES NE SUIVENT PAS, QUANT AUX PLUS PAUVRES, ON LES OUBLIE

De plus en plus de salariés doivent se contenter du SMIC, bloqué de fait depuis trois ans et pour lequel aucune revalorisation sérieuse n'est envisagée. La hausse continue et à long terme du coût du logement et de l'énergie aggrave la situation des ménages aux revenus moyens ou modestes, qui sont touchés de plein fouet. Le renchérissement de leur facture de chauffage pour un quatre pièces sera de l'ordre de 250 euros pour 2005. Les mesures Villepin, qui prévoient une compensation de 75 euros, sont donc loin du compte.

### • PRÉCARITÉ ET MULTIPLICATION DES TRAVAILLEURS PAUVRES

La précarité de l'emploi aggrave le problème des revenus : mi-temps subis, niveau indécent du montant de tous les contrats aidés (aux alentours de 50 % du SMIC) ou encore du RMI et des minima sociaux. Comment vivre avec la moitié d'un SMIC quand le montant de ce dernier est lui-même largement insuffisant pour vivre décemment ? Le nombre de travailleurs pauvres s'est considérablement accru du fait des dérégulations et dérèglementations. Ce phénomène, bien connu dans les pays anglo-saxons, gagne du terrain chez nous. Il constitue un enjeu majeur de société que nous devons inverser.

### • UNE NOUVELLE FOIS IL NOUS EST PROPOSÉ COMME SEUL REMÈDE LE MIRACLE DE LA CROISSANCE

Chacun sait que depuis les années 70, la croissance ne constitue qu'une fuite en avant sans fin, sans résultat, si ce n'est la dégradation de la planète.

Alors nous devons nous fixer pour objectif une autre répartition des richesses, qui permette à chacun de disposer de l'indispensable, tout en respectant l'avenir de notre planète. Nous devons choisir le développement plutôt que la croissance. Il en va de la sauvegarde de l'équilibre social et de la démocratie.

Consommer moins individuellement et mieux collectivement (moins d'automobiles et plus de tramways, moins de camions et plus de trains, moins de trajets pour les personnes et les marchandises).

— Renforcer la réduction du temps de travail et le développer au sein des petites entreprises (semaine de quatre jours pour les travaux pénibles).

— Renforcer le code du travail et créer une chaîne de responsabilité au regard du code de travail (et de ses obligations) entre une entreprise et ses sous traitants.

— Penser les mutations de l'emploi et anticiper sur les réallocations futures : investir dans l'innovation, la recherche, la formation professionnelle et la formation supérieure.

— Développer l'économie sociale et solidaire (associative, coopérative, mutualiste), qui doit devenir une composante moderne de production de biens et de services.

— Renforcer et rénover le service public pour mieux répondre aux besoins des usagers, prendre en compte des besoins essentiels qui aujourd'hui ne sont pas satisfaits (emploi, logement, accès aux savoirs, etc.).

— Revivifier la démocratie sociale par un renforcement du rôle des partenaires sociaux (reconnaissance syndicale au niveau des bassins d'emploi).

### • MAIS IL Y A DES MESURES À PRENDRE D'URGENCE

— Donner un nouveau souffle à la formation continue.

— Retrait du "contrat nouvelle embauche".

— Compensation dégressive au renchérissement de la facture de chauffage (total jusqu'au SMIC).

— Revalorisation du SMIC.

— Mise en place d'une fiscalité écologique.